
JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS HUMAINS : LA VILLE DE LYON MET EN LUMIÈRE LA JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE

Pour la quatrième année consécutive, la Ville de Lyon s'associe aux célébrations de la Journée internationale des Droits humains. Cette édition 2024 aura lieu le samedi 14 décembre à l'Hôtel de Ville. Après la liberté d'opinion, d'expression et la liberté de la presse en 2021, le droit de l'environnement en 2022 puis l'État de droit en 2023, la Ville de Lyon souhaite, pour cette quatrième édition, mettre en lumière la justice pénale internationale.

Comprendre la justice pénale internationale

La justice pénale internationale a pour vocation de poursuivre, juger et punir les auteurs des crimes les plus graves : le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression. Depuis sa première incarnation par le Tribunal international de Nuremberg à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la justice pénale internationale a connu des avancées considérables, de la création de tribunaux ad hoc, jusqu'à l'adoption du Statut de Rome et la création de la première juridiction permanente, la Cour pénale internationale.

Une journée de sensibilisation

Ce 14 décembre sera l'occasion de sensibiliser les Lyonnaises et les Lyonnais aux enjeux de la justice pénale internationale, à travers le récit de plusieurs experts et grands témoins, qui reviendront à la fois sur les progrès et espoirs suscités en matière de lutte contre l'impunité, de réparation des victimes et de construction de la paix, mais aussi les doutes exprimés envers son efficacité à répondre à ces attentes. Placée aujourd'hui au cœur de l'échiquier géopolitique mondial, la justice pénale internationale se trouve à un tournant majeur de son histoire.

A cet effet, le Procureur adjoint de la Cour Pénale Internationale, de nombreux juristes dont **Julian Fernandez, Shoshana Lévy ou Johann Soufi** ainsi que quelques humanitaires, à l'image de **Jean-François Corty**, président de Médecins du Monde, interviendront, à tour de rôle, pour nous livrer leur analyse de l'évolution et de l'impact de la justice pénale internationale, notamment chez les victimes en quête de justice et de reconstruction personnelle et collective.

Infos pratiques

Le samedi 14 décembre de 10h à 16h30

Hôtel de Ville de Lyon – 1 Place de la Comédie – Lyon 1^e

Évènement gratuit sur [inscription, sur le site lyon.fr](https://www.lyon.fr)

Pour toute question : droitshumains@mairie-lyon.fr

Programme complet

Participation gratuite sur inscription

10h10-10h15 : Ouverture officielle de la Journée internationale des Droits humains

Discours de Sonia Zdorovtsoff, Adjointe au Maire de Lyon déléguée aux Relations, à la coopération et à la solidarité internationales

10h15-11h00 : Table-ronde / Guerre en Ukraine : le temps de la Justice est-il enfin venu ?

Depuis l'invasion de grande ampleur de l'Ukraine par la Russie, les accusations de crimes internationaux se sont multipliées, de même que les preuves collectées patiemment par la société civile. Alors que la Russie, dont les dirigeants sont mis en cause, est membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, comment la justice pénale internationale peut-elle empêcher l'impunité et garantir le respect des droits humains ? À ce moment crucial de son histoire, sa crédibilité est en jeu.

Préambule :

Intervention en vidéo d'**Oleksandra Matviitchouk**, Avocate ukrainienne, Présidente du Centre pour les libertés, Prix Nobel de la Paix 2022

Intervenants :

- **Alexandre Tcherkassov**, Directeur du Centre des Droits de Mémoire, Prix Nobel de la Paix 2022
- **Emmanuel Daoud**, Avocat au barreau de Paris et Avocat inscrit sur les listes de la Cour Pénale Internationale

Modératrice :

- **Mathilde Philip-Gay**, Professeure de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3, Déléguée générale de la Chaire lyonnaise des droits humains et environnementaux, et autrice de "Peut-on juger Poutine?"

11h00-11h45 : Table-ronde / Ukraine-Gaza : regards croisés

Les guerres en Ukraine et en Palestine font rage simultanément et entraînent de multiples prises de position autour du droit de se défendre et des graves violations du droit international humanitaire, aussi appelé droit des conflits armés. Comment ces conflits amènent-ils les ONG à revoir leurs manières de travailler ? Quels débats ont-ils suscité en leur sein ? Experts et professionnels du secteur livreront leur analyse.

Intervenants :

- **Rony Brauman**, Médecin, ancien président de Médecins Sans Frontières (1982-1994) et directeur d'études au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires de MSF – France (CRASH)
- **Jean-François Corty**, Médecin, chercheur associé à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques et président de Médecins du Monde
- **Julia Grignon**, Directrice scientifique de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole Militaire
- Modérateur :
- **Boris Martin**, Rédacteur en chef de la revue Alternatives Humanitaires

11h45-12h15 : Mise en perspective / Entre essor et entraves : quelle portée pour la Justice pénale internationale ?

Prendre du recul sur le chemin parcouru, tel est l'objectif de cette séquence, qui propose de revenir, à travers un regard d'expert, sur l'histoire de la construction de la justice pénale internationale, ses accomplissements historiques, les grands défis qu'elle a dû relever mais aussi les limites auxquelles elle est aujourd'hui encore confrontée.

Intervenant :

- **Julian Fernandez**, Professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas et à l'Université Galatasaray

12h15-13h30 : Déjeuner

Déjeuner offert par la Ville de Lyon – participation sur inscription dans la limite des places disponibles

13h30-15h00 / Témoignages / Contre l'impunité, faire entendre la voix des victimes

Experts et grands témoins prendront successivement la parole pour raconter leur histoire, celle de leurs proches, ou celle des femmes et des hommes qu'ils ont défendus. Ils et elles partageront leur engagement et leurs combats pour briser le silence autour des crimes les plus graves et faire en sorte que leurs auteurs rendent des comptes à la justice.

Intervenants :

- **Reed Brody**, Avocat spécialisé dans la défense des victimes des régimes dictatoriaux
- **Roger Koudé**, Professeur de Droit international, titulaire de la Chaire UNESCO "Mémoire, Cultures et Interculturalité" à l'Université Catholique de Lyon (UCLy)
- **Sabina Subasic**, Réalisatrice, juriste et chercheuse à l'Institut de recherche sur les crimes contre l'humanité et le droit international de l'université de Sarajevo
- **Aline Bicunda**, rescapée du génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda en 1994
- **Lina Abu Akleh**, journaliste palestinienne, nièce de Shireen Abu Akleh

15h00-16h30 : Table-ronde / Construire la paix, devoir de réparation pour les victimes : comment répondre aux espoirs suscités par la Justice pénale internationale ?

Comment réparer l'irréparable ? Par quels moyens et sous quelles formes la réparation peut-elle être mise en œuvre pour répondre aux attentes légitimes des victimes ? Et comment la lutte contre l'impunité s'articule-t-elle, notamment avec l'approche de la justice transitionnelle, pour construire une paix juste et durable ?

Intervenants :

- **Mame Mandiaye Niang**, Procureur adjoint à la Cour Pénale internationale
- **Shoshana Levy**, Experte en Justice Transitionnelle auprès de la Juridiction Spéciale pour la Paix en Colombie
- **Patrick Baudouin**, Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme
- **Johann Soufi**, Avocat en droit international, ancien chef du bureau juridique de l'UNRWA

Modérateur :

- **Roger Koudé**, Professeur de Droit international à l'Université Catholique de Lyon (UCly)

La Journée internationale des droits humains se conclura avec un temps café proposé par la Ville. Elle sera suivie du lancement officiel de la Chaire lyonnaise des droits humains et environnementaux, institution fondée par la Ville de Lyon, l'Université Jean Moulin Lyon III et le Barreau de Lyon, en présence de Sylvie Tomic, adjointe au Maire de Lyon déléguée aux droits et égalités, et de Mathilde Philip-Gay, professeure de droit public et déléguée générale de la Chaire lyonnaise des droits humains et environnementaux.